



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Décret programme : École sacrifiée, personnels méprisés

Bruxelles, le 10 février 2026

Hier, 9 février, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous a convoqués afin de nous informer de la manière dont il comptait accompagner des mesures budgétaires toujours aussi brutales, inéquitables, méprisantes et impactantes pour les jeunes et les personnels qui les accompagnent dans les écoles. Aujourd'hui le constat est sans appel : nous ne sommes d'accord sur rien.

Si ces mesures semblent d'abord répondre aux préoccupations des pouvoirs organisateurs et WBE, pour les personnels, c'est encore une fois la douche froide. Le Gouvernement réussit même la prouesse de faire pire qu'en première lecture :

- L'augmentation de la charge va s'appliquer de manière totalement inéquitable et brutale aux enseignants du degré supérieur de l'enseignement secondaire. La mesure proposée, à savoir la protection des temporaires à partir de fin novembre, n'empêchera pas la perte d'au moins 1.300 ETP dès la rentrée prochaine.
- L'accompagnement des jeunes enseignants en début de carrière est réduit à peau de chagrin et rend cette mesure déjà inefficace, complètement injuste. En effet, seuls les membres du personnel prestant plus d'un mi-temps pourront être accompagnés.
- Le mécanisme de mise à disposition gratuite de fournitures pour les élèves du fondamental est phasée. Les écoles devront faire plus, avec moins de moyens, mais en deux ans.
- La réduction de 30% des moyens dévolus au soutien et à l'accompagnement pédagogique des équipes éducatives (CSA) sera « amorti » au détriment de l'enveloppe affectée au remboursement des frais de déplacements des CSA et celle affectée à la formation continue en cours de carrière.

Pendant tout le processus de négociation, nos organisations ont proposé des pistes alternatives. Certaines d'entre-elles étaient même envisagées par le comité d'experts mandatés par le Gouvernement MR-Engagés. Nous avons à nouveau formulé ces pistes lors la réunion de ce mardi 10 février avec la ministre Glatigny qui conclut elle-même : nous ne sommes d'accord sur rien.

Nous le redisons, on ne sacrifie pas la jeunesse d'aujourd'hui pour soi-disant sauver celle de demain. L'École paie aujourd'hui le prix de politiques idéologiques menées par le MR avec le concours des Engagés à d'autres niveaux de pouvoir. L'école, ses personnels et les élèves/étudiants ne sont pas des variables d'ajustement.

Luc TOUSSAINT
CGSP-Enseignement

Adrien ROSMAN
SETCa-SEL

Roland LAHAYE
CSC-Enseignement